

Depuis nombre d'années, il y a eu de temps en temps des luttes de tarif sur terre et sur mer. Le Gouvernement du Canada n'a pas encore très bien réussi à se rendre maître des tarifs de transport par terre. Il y a encore beaucoup à faire. Mais s'il entreprend, avec les moyens rares et peu adéquats dont il dispose, de se rendre maître du commerce maritime, je crains qu'il se trouve en face d'une tâche impossible. Je ferai également remarquer au Gouvernement que cela comporte de gros risques. C'est une grande entreprise que de vouloir se rendre maître du commerce maritime. C'est une grosse responsabilité, et si par hasard il devenait nécessaire de protéger les navires en mobilisant la marine canadienne et peut-être d'autres forces, afin de défendre la décision du Gouvernement d'avoir la haute main sur le commerce maritime, cela pourrait créer de grosses complications.

Mais, en supposant même que la chose réussisse, examinons sérieusement pendant un instant l'effet que cela pourra avoir. Concédonsons pour l'instant que le Gouvernement réussisse à organiser et à subventionner un service de navires comme le suggère le document que nous avons devant nous, dans le but de transporter une quantité assez considérable, sinon la majeure partie des produits canadiens aux marchés étrangers. Que propose-t-on? Non pas que les compagnies les transportent à des prix moindres. Non. Le président de la compagnie en formation, disait à ses actionnaires, il n'y a pas plus de deux semaines: "Gardez vos titres. Nous avons un marché en train qui va les faire monter au pair. Nous allons avoir beaucoup de marchandises à transporter à des taux rémunérateurs, ce qui fera de notre entreprise un succès". Voilà ce que ses paroles laissaient entendre. Le Gouvernement propose de faire prendre autant que possible au trafic du pays une direction particulière à des taux qu'on admet comme non rémunérateurs pour celui qui transporte la marchandise et de subventionner ce dernier à même votre portefeuille et le mien pour l'indemniser de la part prise à l'exécution du programme. Quel sera le résultat final?

Il arrive qu'au lieu de faire supporter les frais par les acheteurs légitimes, on taxera, pour payer la subvention, des gens qui ne sont nullement concernés dans le transport de la marchandise. Je trouve que cette proposition n'est guère pratique.

En outre, supposons qu'on s'entende, qu'on subventionne des compagnies maritimes pour transporter la totalité des produits Canadiens à l'étranger et que pour en défrayer le coût, on taxe les contribuables, quel en sera l'effet sur le coût de la vie au Canada? Est-ce que

cela le fera baisser comme le dit le discours du trône? Je dis que non; ce résultat sera absolument contraire. Cela rendra les produits plus rares et plus chers en Canada, parce que les contribuables seront taxés ici pour permettre d'expédier ces produits à l'étranger.

Le discours du trône indique que le gouvernement a l'intention d'apporter certaines modifications à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, touchant la juridiction et les pouvoirs du Sénat. On projette une conférence avec les provinces pour discuter la question. Je suis sûr qu'on ne doit pas s'opposer et qu'on ne s'opposera pas à une conférence entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ou les autorités municipales, s'il le juge à propos d'en avoir une, de sorte qu'il ne sert à rien de discuter sur ce point.

C'est bien beau de se lever ici et de critiquer le gouvernement et son programme énoncé dans le discours du trône; mais je me demande si cela servira à quelque chose à moins que nous n'apportions des idées nouvelles. Si la situation que j'ai essayé de vous dépeindre est exacte, si l'on doit réellement douter de la prospérité du pays durant l'année passée, et si les conditions que je vous ai exposées représentent fidèlement l'état de choses actuel, on est susceptible de se décourager. Il ne le faut pas. En effet, il n'existe pas un seul pays au monde ayant des possibilités comparables à celle du Canada.

Mon honorable collègue de Moncton (l'hon. M. Robinson) a parlé de l'exploitation de l'énergie hydro-électrique, qui va certainement faire sortir de la terre, un jour, des richesses incalculables et qui fera probablement du Canada un des pays les plus riches de l'univers. Mais pour l'instant, il faut nous occuper de la présente génération plutôt que des générations futures. Or, que peut-on faire pour éviter une diminution des revenus, pour empêcher l'exode de nos nationaux, pour augmenter notre population et les affaires de nos compagnies de transport, sans quoi il est impossible de réussir? Il me semble que les Canadiens feraient bien de tenir compte de l'expérience de ces deux grands pays qui sont les Etats-Unis et la France, en même temps que de la politique qu'ils ont suivie avec tant de succès. J'estime que si nous pouvions par notre politique intérieure réussir à développer notre propre pays, au lieu de s'occuper tant du reste de l'univers, on servirait tout aussi efficacement la patrie. Comment peut-on y arriver? J'ai reçu, l'autre jour, une lettre du maire d'une de nos grandes villes de la province de Québec au sujet du chômage. Il savait que je m'étais occupé